
**Asymétrie des mémoires
Regard franco-allemand
sur la Première Guerre mondiale**

Élise Julien

Juillet 2014

Comité d'études des relations franco-allemandes



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Cette « Note du Cerfa » est publiée dans le cadre
du « Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené
en coopération par le Comité d'études des relations franco-allemandes
de l'Institut français des relations internationales,
la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

Robert Bosch Stiftung

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication
du Cerfa bénéficient du soutien du Centre d'analyse, de prévision et de
stratégie du ministère des Affaires étrangères et du Développement
international et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Directeurs de collection : Yann-Sven Rittelmeyer, Hans Stark

ISBN : 978-2-36567-296-2

© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Élise Julien est maître de conférences à Sciences Po Lille et chercheur à l'Institut de recherches en histoire du Septentrion (CNRS/Université de Lille-III). Elle est membre du conseil scientifique de la Mission interministérielle du Centenaire, du conseil scientifique de l'Historial de la Grande Guerre (Péronne) ainsi que du comité éditorial du projet « 1914-1918-online. International Encyclopedia of the First World War » piloté par l'Université libre de Berlin.

Parmi ses principales publications sur le sujet figurent : *Paris, Berlin, la mémoire de la guerre 1914-1933*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010 ; avec Arnd Bauerkämper, *Durchhalten! Krieg und Gesellschaften im Vergleich 1914-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010 ; *Der Erste Weltkrieg (Kontroversen um die Geschichte)*, Darmstadt, WBG, 2014.

Résumé

À l'heure où la France multiplie les projets pour commémorer le Centenaire de la Première Guerre mondiale, le sujet semble beaucoup moins présent dans l'espace public allemand. Cette guerre a pourtant constitué une expérience par bien des aspects commune aux deux pays : il faut remonter au conflit lui-même et à son issue, puis suivre les remous de l'histoire du XX^e siècle, pour expliquer ce qui rapproche et ce qui distingue les mémoires de la Première Guerre mondiale en Allemagne et en France.

Alors que cette guerre est devenue un mythe fondateur de la France contemporaine, le Troisième Reich a focalisé l'attention et les débats sur l'histoire allemande. Pourtant, les initiatives scientifiques, pédagogiques et culturelles décentralisées qui émergent actuellement en Allemagne laissent poindre un regain d'intérêt pour la « catastrophe originelle » du XX^e siècle, ce que viennent confirmer de récents succès de librairies.

Dans le cadre du Centenaire, les dirigeants français comptent sur un engagement de leurs homologues allemands à leurs côtés. Mais sans une véritable conscience de l'asymétrie entre les deux pays dans leur rapport à la guerre et indépendamment de toute mauvaise volonté, de telles attentes risquent d'être déçues en France et de rester incomprises en Allemagne. S'il est difficile de parler d'une mémoire collective franco-allemande (ou européenne) de la Première Guerre mondiale, il reste à espérer que ce Centenaire aide à une meilleure compréhension des préoccupations et des approches réciproques, permettant ainsi à chacun d'adopter un regard plus autocritique.

Executive Summary

At a time when France is multiplying projects to commemorate the Centenary of the First World War, the subject is relatively absent from Germany's public space – even though this war was in many ways a common experience for the two countries. It is necessary to go back to the conflict itself and to its outcome, then to follow the later conflicts and disturbances of the 20th century in order to explain what merges and what distinguishes French and German memories of the First World War.

While this war became a founding myth of contemporary France, the Third Reich focused the attention and the debates about German history. However, the decentralized scientific, educational and cultural initiatives that are nowadays emerging in Germany indicate renewed interest in the 'original catastrophe' of the 20th century. This trend is confirmed by recent bestselling books.

In the framework of the Centenary, French leaders are counting on a similar, side-by-side engagement by their German counterparts, but without true awareness of the asymmetry in the two countries' relationship to the war (quite apart from any unwillingness), such expectations might lead to disappointment in France and be misunderstood in Germany. It is difficult to talk about a collective Franco-German (or European) memory of the First World War, yet one may still hope that this Centenary will promote better understanding of mutual concerns and approaches, thus enabling a more self-critical attitude on all sides.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 5 |
| DE L'EXPÉRIENCE DE LA GUERRE À SON ISSUE : | |
| AUX ORIGINES DE MÉMOIRES DIVERGENTES DU CONFLIT | 6 |
| Convergence des expériences | 6 |
| Divergence des narratifs nationaux | 7 |
| Réinterprétations à la fin de la guerre..... | 8 |
| LA MISE EN PLACE DE LA MÉMOIRE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES | 10 |
| Diversité des acteurs : État et associations | 10 |
| Diversité des supports : sépultures et monuments aux morts | 12 |
| Quelle commémoration nationale de la guerre ? | 14 |
| LES LUTTES MÉMORIELLES APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE ... | 17 |
| LA GUERRE DANS LES ESPACES PUBLICS FRANÇAIS ET ALLEMAND AUJOURD'HUI | 20 |
| En France, une mémoire collective entretenue..... | 20 |
| En Allemagne, un intérêt moindre mais croissant..... | 21 |
| QUELLES PERSPECTIVES À L'HEURE DU CENTENAIRE ?..... | 23 |
| Vers une internationalisation des commémorations..... | 23 |
| En l'absence de mémoire collective franco-allemande..... | 25 |

Introduction

À l'heure des commémorations du Centenaire de la Première Guerre mondiale, le sujet semble beaucoup moins présent dans l'espace public allemand que dans l'espace public français. Cette situation a en réalité des racines anciennes. En France, la « Grande Guerre » est rapidement devenue un mythe fondateur et elle est depuis quelques décennies encore renforcée dans ce rôle. En Allemagne, c'est bien davantage le Troisième Reich qui continue de focaliser l'attention et les débats sur l'histoire nationale. Celle qui demeure aujourd'hui exclusivement la « Première » Guerre mondiale est alors comprise au prisme de la « Seconde ». Elle retient l'attention en tant qu'elle est perçue comme la « catastrophe originelle du xx^e siècle » et qu'on y cherche une clé pour comprendre l'ensemble du siècle et en premier lieu la période du nazisme.

Pourtant, les initiatives scientifiques, pédagogiques et culturelles décentralisées qui émergent actuellement en Allemagne laissent poindre un regain d'intérêt spécifique pour la période, ce que viennent confirmer de récents succès de librairies. S'il est difficile de parler d'une mémoire commune franco-allemande de la Première Guerre mondiale, il reste à voir si le Centenaire du conflit ne peut pas du moins offrir la possibilité de célébrer la pacification des relations entre les deux pays.

De l'expérience de la guerre à son issue : aux origines de mémoires divergentes du conflit

La mémoire de la guerre n'attend pas la fin du conflit pour émerger. Dès 1914, les modèles de perception et d'interprétation avec lesquels les contemporains comprennent le passé et le présent, leur situation nationale et les relations internationales, contribuent à façonner leur représentation des événements. Français et Allemands partagent un certain nombre de convictions et d'expériences qui déterminent en partie le souvenir qu'ils conservent de la guerre, même si l'issue du conflit apporte son lot de réinterprétations.

Convergence des expériences

De part et d'autre, les populations se sentent agressées et considèrent le conflit comme une guerre défensive. Pour les Français, la déclaration de guerre est venue d'Allemagne, tandis que l'invasion de la Belgique neutre puis du Nord-Est de la France rend concrète la nécessité d'une mobilisation défensive. Pour les Allemands, les choses n'en sont pas moins claires dès lors qu'ils se voient encerclés par des ennemis décrits comme jaloux et malveillants : la France et la Russie s'entendent pour empêcher la légitime croissance du Reich sur le continent, tandis que la Grande-Bretagne domine de sa flotte les mers du monde et limite ainsi les débouchés allemands. Cette vue est confortée par le vécu d'une population rapidement touchée par les conséquences du blocus allié. Si les rivalités territoriales qui se sont concentrées sur l'Alsace-Lorraine et les rivalités coloniales qui se sont aiguisées depuis la fin du XIX^e siècle n'ont sans doute pas constitué de raisons suffisantes pour déclencher une guerre, elles viennent néanmoins renforcer la conviction de chacun de lutter pour son bon droit. Cela explique en grande partie le large ralliement des populations à la cause nationale, y compris des opposants aux régimes en place. Pour tous, la guerre est avant tout une guerre défensive.

Celle-ci provoque de part et d'autre une mobilisation massive des hommes, au sein d'armées de conscription. Le poilu français et le *Feldgrau* allemand vivent des expériences communes qui concernent l'évolution du combat, la vie dans les tranchées, le développement de

nouvelles armes ou encore l'adaptation de leur équipement. Mais de part et d'autre, il faut aussi faire fonctionner le pays alors qu'il est privé de ses hommes en pleine force de l'âge ; il faut nourrir, habiller, fournir en armement les armées qui combattent sur le front. D'où une mobilisation économique intense des civils, tant agricole qu'industrielle. Celle-ci va de pair avec une mobilisation sociale, politique et culturelle, qui s'appuie sur un sentiment patriotique largement encouragé.

Les sociétés belligérantes partagent en outre la conscience d'entrer dans un temps particulier et de vivre des événements historiques, en même temps qu'elles se trouvent confrontées aux conséquences les plus sombres de cette guerre d'un nouveau type et à son cortège de morts. Que cette époque leur apparaisse radieuse ou tragique, elles s'accordent dans le sentiment qu'il ne faut pas en perdre le souvenir. Une mémoire de la guerre se cherche donc dans la guerre. D'abord, l'idée se développe inlassablement que face au devoir accompli par les disparus il existe un devoir parallèle, celui de sauver les morts de l'oubli ; une culture du souvenir et de l'hommage marque les contemporains. Ensuite, le sentiment de vivre des événements importants suscite le besoin de fixer ces moments. Cela se traduit par une mise par écrit individuelle, notamment dans les journaux intimes, mais aussi par le recueil de témoignages autant que par la collecte de publications, d'écrits et d'objets divers, dont on ne sait pas toujours la valeur qu'ils pourront prendre ; c'est le début des grandes bibliothèques et collections de guerre, publiques ou privées.

Divergence des narratifs nationaux

Ces expériences communes ne doivent pas pour autant faire perdre de vue d'importantes variations dans l'interprétation qui est donnée du conflit. En France, le récit historique de la guerre s'insère dans la continuité de celui de l'avant-guerre : l'analyse manichéenne des relations internationales héritée de la Révolution française – qui voit la France comme la promotrice de la liberté et du progrès – se trouve confirmée par le déclenchement du conflit. Ses causes seraient inscrites dans la constitution impériale du Reich, les ravages attribués à l'ennemi témoigneraient en outre d'une cruauté spécifiquement allemande. La guerre est un outil et non une fin : elle doit déboucher sur un nouvel ordre international garanti par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. En Allemagne, le conflit est une réponse nécessaire à des voisins hostiles et à leurs valeurs politico-sociales décadentes. Sur le plan intérieur, la guerre est une rupture : un nouvel esprit serait né en 1914, propre à régénérer le pays par l'union nationale et le renouvellement des rapports sociaux. Dans ce cadre, la victoire marquera la survie matérielle et culturelle du peuple allemand et la paix devra prolonger l'action morale présumée

bénéfique qu'aura eue la guerre. La France réactive l'« esprit de 1789 » ; l'Allemagne revendique l'« esprit de 1914 ».

Pour tous, la mobilisation mémorielle du temps de guerre est fondée sur la conviction profonde que la victoire apportera la satisfaction d'une paix positive et durable. Avec l'armistice, la fin tant attendue est advenue ; la guerre est alors réinterprétée au prisme de son résultat.

Réinterprétations à la fin de la guerre

En France, le soulagement que l'épouvantable épreuve de cette « Grande Guerre » soit terminée se combine avec la fierté de la victoire pour déboucher d'abord sur une sorte d'exultation collective. La victoire conforte la conviction de l'innocence du pays dans le déclenchement et le déroulement des hostilités. Pour les Français, le futur traité de paix, fondé sur le droit des peuples, doit ouvrir sur un nouvel avenir d'entente pacifique. Une fois retombé l'enthousiasme de la victoire, l'interprétation globale de la guerre se modifie peu à peu. Le sentiment national fait face à l'épuisement général du pays, ce qui conduit progressivement à une condamnation de la guerre. La paix décevante et l'échec de l'ordre instauré à Versailles provoquent la désillusion : la guerre, inefficace à instaurer un équilibre pacifique durable à la hauteur des sacrifices consentis, est de plus en plus perçue comme une œuvre de destruction qui ne doit plus se reproduire. La victoire, en faisant disparaître toute cause de nationalisme insatisfait, facilite finalement les réorientations pacifistes. Les Français ont beau jeu de dénoncer l'esprit de revanche maintenant qu'elle est chose faite, même si cet état d'esprit est sincère et convaincu.

En Allemagne, la fin de la guerre ne constitue pas l'heureux dénouement attendu. La défaite provoque même la consternation car la population n'est pas informée de l'état de délabrement de son armée et n'a pas vu l'ennemi sur le sol national. L'image d'un soldat vaincu sur les champs de bataille s'installe – relayée par tous les camps politiques. À droite, il s'agit de sauver le prestige de l'empire et de l'armée ; à gauche, il s'agit d'éviter de déstabiliser les soldats et de favoriser une démobilisation sans accroc ¹. À la signature du traité de Versailles, c'est l'indignation qui domine. Les Allemands sont encore plus portés à refuser la réalité de la défaite : la reconnaître et l'accepter reviendrait à trahir les morts du conflit en concédant qu'ils auraient été sacrifiés en vain.

¹ C'est par exemple Friedrich Ebert, chef de file SPD, qui n'est pas encore président de la République, qui salue en décembre 1918 les troupes de la garnison de Berlin qui rentrent dans la ville en leur disant : « Aucun ennemi ne vous a vaincu » (« *Kein Feind hat Euch überwunden* »).

Le décalage se creuse alors entre la réalité (les horreurs du combat, les souffrances endurées, la défaite de l'armée allemande) et les récits qui sont faits de la guerre. C'est le développement d'un certain nombre de mythes qui portent sur l'unité nationale, la fraternité des tranchées, l'héroïsme des combattants... La prégnance de ces mythes n'empêche cependant pas des divisions profondes qui déterminent les débats publics d'après 1918. Pour la gauche, l'empereur et l'état-major sont responsables à la fois de l'absence de démocratisation du régime (malgré les espoirs suscités), du déroulement de la guerre (malgré l'héroïsme des soldats) et finalement de la défaite. Ces échecs doivent légitimer l'instauration de la République ; il faut donc se démobiliser de la guerre pour se remobiliser dans un autre combat, celui de la révolution et de la construction démocratique. Pour la droite au contraire, la guerre a été une renaissance des valeurs germaniques ; la catastrophe n'est pas la guerre, mais la révolution et la paix. Le combat perdue pour l'empereur et le régime monarchique, contre les « criminels de novembre » et le *Diktat* de Versailles ; il faut donc rester mobilisé, y compris au sein de groupes paramilitaires.

C'est dans ce contexte que se forme et se répand la légende du « coup de poignard », qui précise l'idée selon laquelle l'armée allemande n'aurait pas été vaincue militairement, mais poignardée dans le dos par l'arrière. La légende est préparée à l'automne 1918 par le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff qui commandent l'armée, et qui ne tiennent pas à assumer la défaite qui s'annonce : ils s'appliquent à transmettre le pouvoir au gouvernement civil (remanié et élargi aux sociaux-démocrates dans le cadre d'une parlementarisation tardive et bien comprise du régime) auquel revient la responsabilité de demander la paix. Quelques mois plus tard, ils peuvent accuser ceux qui auraient tout sacrifié à la paix ; l'épisode de la fin peu glorieuse de l'armée peut alors se transformer en saga héroïque dans laquelle l'honneur des chefs militaires est sauf. Moralement et politiquement confortable pour les milieux conservateurs allemands, la légende du coup de poignard est systématiquement utilisée à des fins de propagande contre la République de Weimar. Quant aux arguments des républicains, qui se fondent sur la raison, ils ne peuvent pas grand-chose contre une légende qui joue avant tout sur l'affect et qui explique si bien l'inexplicable.

Dans les années d'après-guerre, la guerre est omniprésente dans l'espace public allemand, mais sa mémoire est extrêmement disputée, clivée. Les attitudes s'affrontent en fonction des attentes que chacun avait placées dans la guerre. La République qui est née de la défaite en novembre 1918 s'efforce, pour affirmer sa légitimité, de surmonter le conflit et d'en forger une interprétation consensuelle. Elle se heurte cependant à l'image mythifiée d'une guerre qui n'a plus que peu à voir avec la réalité, et qui domine désormais les représentations publiques.

La mise en place de la mémoire dans l'entre-deux-guerres

Ces traits distinctifs dans les deux pays ont des conséquences à court et à long terme. Ils influent d'abord sur les acteurs qui prennent traditionnellement en charge le souvenir de la guerre, mais aussi sur les supports de la mémoire et sur la possibilité d'une commémoration nationale.

Diversité des acteurs : État et associations

En France, l'État républicain sort renforcé de la guerre et il poursuit les politiques amorcées pendant le conflit. Il met notamment en place un culte public des morts, qui prend en compte la douleur des endeuillés, tout en s'efforçant de l'encadrer, de l'orienter et de l'apaiser : il serait dangereux que le deuil individuel devienne déstabilisateur. Dans ce processus, il parvient à faire émerger des symboles nationaux unificateurs, susceptibles à la fois d'offrir une consolation et de contribuer à l'élaboration d'un culte consensuel : la tombe du Soldat inconnu comme lieu de mémoire nationale, les monuments aux morts comme lieux de mémoire décentralisés, les commémorations légales du 11 novembre partout en France.

Dans cette tâche, l'État doit cependant négocier avec un autre acteur de premier plan : les anciens combattants. Le pays connaît en effet dans ce domaine une sorte d'explosion associative : une multitude d'associations regroupe des anciens combattants sur des bases diverses (grade, corps d'armée, profession, type de blessure, etc.) et rassemble au total – de manière inédite pour la France – plus de trois millions d'adhérents (soit un ancien combattant sur deux au début des années 1930). Ce dense tissu associatif s'organise au sein de grandes associations nationales regroupées au sein de la Confédération nationale des anciens combattants, si bien que l'on peut parler d'un véritable mouvement combattant autour d'objectifs partagés.

Ce mouvement se comprend d'abord comme une sorte de syndicat des victimes de guerre, qui joue un rôle important dans la gestion des organismes d'assistance aux mutilés et aux combattants. Il assure ensuite une fonction de socialisation et de prise en charge des commémorations. Ce sont souvent les anciens combattants qui

prennent l'initiative d'ériger un monument aux morts. Ce sont encore eux qui exigent que le 11 novembre devienne une fête nationale, c'est-à-dire un jour férié. Pour l'État, la commémoration peut bien avoir lieu le dimanche suivant l'anniversaire de l'armistice. Pour les anciens combattants au contraire, la commémoration doit impérativement avoir lieu au jour précis de l'armistice : c'est une fête parce que c'est la fin du carnage, le jour de la délivrance. Ils finissent par faire admettre leurs vues à partir de 1922². Enfin, les anciens combattants aspirent à délivrer un message moral à la société entière et aux jeunes en particulier : la guerre tue en nombre et dans des conditions abominables, il faut donc tout faire pour l'empêcher. Pour porter ce message, ils s'appuient sur la légitimité acquise au combat, sur la parole des morts qu'ils sont censés exprimer. Antoine Prost a souligné combien le mouvement combattant qui naît en France est dans l'ensemble profondément pacifique – même si cela n'empêche pas qu'il existe des groupes militaristes très minoritaires³.

En Allemagne, la situation est bien différente. L'État manque incontestablement de moyens dans un contexte matériel et financier très difficile. Il fait face en outre à de profondes divisions politiques au sujet même de la forme du régime, alors que la République de Weimar a remplacé la monarchie impériale sans parvenir à remporter d'adhésion massive. Dans ce contexte, l'État renonce en général à intervenir plutôt que de susciter à chaque initiative des polémiques sans fin, mais ce retrait facilite du même coup les ralliements aux interprétations politiques de tous bords à propos du sens à donner à la mort de guerre.

Quant aux anciens combattants, on ne peut pas considérer qu'ils constituent un mouvement en Allemagne. Il existe bien des associations, mais elles relèvent de types très différents. L'héritage des associations de vétérans créées au XIX^e siècle perdure. Celles-ci sont surtout le refuge des fidèles de la monarchie mais elles continuent de jouer un rôle de sociabilité important. Pendant la guerre, ce sont des associations de défense des intérêts des victimes qui apparaissent ; elles sont d'orientations politiques diverses et rassemblent des centaines de milliers d'adhérents. Après la guerre, ce sont des associations ouvertement politisées et souvent militarisées qui voient le jour ; elles couvrent peu à peu l'ensemble du spectre politique. Non seulement la dispersion des associations est poussée, mais les antagonismes sont très profonds entre elles, tant leurs objectifs diffèrent et s'opposent. Les associations politisées s'affrontent même férocement dans la seconde moitié des années 1920. Si l'expression de ces groupes contribue à maintenir l'actualité de la guerre dans l'espace public, elle alimente dans le même temps les clivages à son sujet.

² La loi du 24 octobre 1922 fixe au 11 novembre la commémoration de la victoire et de la paix.

³ A. Prost, *Les Anciens Combattants et la société française*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

Outre ces divergences dans les acteurs à l'œuvre, il faut signaler d'autres éléments qui déterminent la prise en charge de la mémoire du conflit dans chacun des deux pays.

Diversité des supports : sépultures et monuments aux morts

En France, les corps qui ne sont pas rapatriés par les familles⁴ sont regroupés dans des nécropoles sur l'ancienne ligne de front, de la frontière belge à la frontière suisse. Ces nécropoles doivent permettre de rendre le territoire aux activités des vivants, notamment à l'agriculture ; elles doivent également faciliter l'entretien des sépultures de guerre par l'État, qui est responsable de la continuité et de l'égalité républicaine dans le traitement des « Morts pour la France »⁵. Une fois aménagés, ces lieux sont directement accessibles à la population, ce qui permet le développement des visites sur les anciens champs de bataille et les pèlerinages sur les tombes⁶, ou même d'un certain « tourisme des champs de bataille » (avec guides et infrastructures dédiés).

En Allemagne, les corps des soldats sont pour la plupart absents, restés en territoire étranger⁷. Dès lors que le traité de Versailles enjoint les gouvernements signataires d'entretenir les tombes des militaires ensevelis sur leurs territoires respectifs⁸, les autorités allemandes s'en remettent à leurs homologues, notamment françaises. L'incapacité dans laquelle se trouve l'État allemand d'investir des moyens financiers pour des aménagements complémentaires laisse le champ libre à d'autres acteurs, notamment au Volksbund Deutscher Kriegsgräberfürsorge (VDK), une association privée très marquée à droite. Fondée à la fin de l'année 1919 par huit anciens officiers qui décrètent l'incapacité de l'État à gérer ces questions, l'association s'attelle dès lors au réaménagement des cimetières allemands du front d'une manière jugée plus germanique. Elle encadre également les pèlerinages sur le front des familles qui peuvent se le permettre et elle diffuse auprès

⁴ L'autorisation de transférer les dépouilles est accordée par la loi de finances du 31 juillet 1920, article 106, qui prévoit une prise en charge des frais par l'État : ce sont environ 30 % des soldats identifiés qui sont récupérés par leurs familles.

⁵ Cette mention est créée par la loi du 2 juillet 1915 (modifiée par la loi du 22 février) pour honorer la mémoire des combattants (mais aussi des civils) dont le décès est la conséquence directe d'un fait de guerre.

⁶ La loi du 29 octobre 1921 accorde aux familles un voyage annuel gratuit pour leur permettre de se rendre sur la tombe de leur proche si elle est demeurée près du front.

⁷ Les transferts ne sont pas interdits, mais pour des raisons qui tiennent surtout à l'accessibilité et au coût, les corps ne sont pas rapatriés vers les familles.

⁸ Traité de Versailles, Partie VI, « Prisonniers de guerre et sépultures », articles 225 et 226.

des autres, par sa revue et ses publications, les images de ses travaux. Loin de leurs proches, les morts allemands restés sur le front alimentent facilement un héroïsme idéalisé. Ils sont régulièrement comparés à une armée qui veille aux frontières, dans une tentative ouverte de les mobiliser pour de nouveaux combats, quand viendra l'heure de la revanche. En même temps que l'aménagement des cimetières militaires, le VDK se saisit ainsi d'une part importante de la mémoire de la guerre en dehors du contrôle de l'État républicain.

Loin de l'ancienne ligne de front et des corps qui s'y trouvent conservés, on voit apparaître, à l'arrière, des monuments aux morts qui prennent place dans le cadre de vie des populations.

Un grand nombre de monuments est érigé dans un cadre communal. En France, ces monuments sont souvent constitués d'une stèle ou d'un obélisque, mais on trouve aussi des productions standardisées de poilus. Installés sur une place publique, ils ne prennent pas forcément parti sur le sens de la guerre ; on peut alors parler de monuments civiques. Certains insistent davantage sur la victoire ou l'héroïsme ; on peut parler de monuments patriotiques. D'autres encore rappellent la mort des poilus et le deuil des survivants, avec une connotation funèbre qui peut être chrétienne ; on peut parler de monuments funéraires⁹. Ces types de monuments ne se distinguent pas toujours très clairement. Au-delà ou en deçà du cadre communal, il existe aussi des monuments qui correspondent à d'autres communautés du quotidien, elles aussi significatives pour les vivants : on trouve ainsi des monuments dans les écoles, les universités, les administrations, les entreprises, sur les lieux de travail ou dans les églises, ainsi que des monuments d'associations tout à fait diverses (militaires, professionnelles, culturelles...).

En France, la diversité de tous ces monuments est atténuée par l'usage assez unifié qui en est fait. C'est une sorte de liturgie funèbre qui se met en place au début des années 1920 pour le 11 novembre, à travers une cérémonie codifiée : elle commence par un cortège, ouvert par les enfants des écoles et fermé par les anciens combattants. Devant le monument, la foule écoute les discours, puis c'est l'appel des morts, avant la sonnerie aux morts. Au final, c'est un hommage rendu par les citoyens et par la patrie à ceux qui sont morts à la guerre. Ce sont les autorités et les enfants qui s'agenouillent devant le monument pour y déposer des gerbes de fleurs, alors que les combattants reçoivent cet hommage au nom des morts. Les monuments permettent donc une cérémonie civique destinée non pas à valoriser la guerre, mais à manifester l'hommage du pays à ceux qui l'ont défendu.

Même s'ils ont été moins étudiés qu'en France, les monuments aux morts sont également un phénomène très répandu

⁹ A. Prost, « Les monuments aux morts », in P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, t. 1, *La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. 195-225.

en Allemagne, notamment les monuments communaux. Du fait des liens maintenus entre les Églises et l'État, ces monuments se confondent cependant souvent avec les monuments paroissiaux. Le monument de la commune se trouve alors sur la place centrale qui est aussi celle de l'église, voire dans le cimetière qui jouxte l'église. Il arrive que ces monuments soient une réactualisation de monuments plus anciens, érigés après la victoire de 1870 sur la France ; c'est là une manière d'é luder la question du sens spécifique de la mort dans la Première Guerre mondiale en inscrivant ce conflit dans la lignée d'un autre plus ancien et qui lui fut victorieux. De la même manière qu'en France, il existe aussi de nombreux monuments scolaires, universitaires, professionnels ou associatifs. Plus qu'en France, on trouve des monuments régimentaires dans les casernes, qui servent de refuge aux nostalgiques de l'empire et de l'armée impériale.

Tous ces monuments allemands sont variés mais dans l'ensemble néanmoins, on peut repérer une typologie qui relève d'une évolution chronologique générale. Les premiers monuments d'après-guerre, marqués par la sobriété et une certaine spontanéité, sont plutôt des monuments de deuil (on y trouve souvent une symbolique chrétienne de la consolation) ; ils sont érigés avec peu de moyens, le plus souvent dans un contexte communal ou paroissial. Dans la deuxième moitié des années 1920, ils laissent peu à peu la place à des monuments plus imposants, plus travaillés, mais aussi d'inspiration plus héroïque, voire revancharde. Ceux-ci sont réalisés après la phase d'inflation, quand il est de nouveau possible de lancer des souscriptions. Ils sont plus souvent érigés dans des lieux significatifs pour les milieux conservateurs, nationalistes ou militaires (dans les communes bourgeoises, dans les universités, dans les casernes ou les cimetières militaires de l'arrière). En outre, la diversité de ces monuments est redoublée par la diversité des usages qui en sont faits et des commémorations qui s'y déroulent.

Quelle commémoration nationale de la guerre ?

Le retrait de l'État et le morcellement du champ politique débouchent en Allemagne sur une absence de commémoration nationale unifiée de la guerre. Pour l'État, l'enjeu dépasse l'expression d'une reconnaissance envers les anciens combattants : il s'agit plus encore d'inventer une tradition à la fois républicaine et à même d'inclure le souvenir de la guerre. Or dans cette tâche, il peine à créer comme en France des symboles efficaces.

Les désaccords sont d'abord complets sur la date à retenir pour une commémoration et sur sa signification : la Toussaint (chez les catholiques) et le dimanche des Morts (chez les protestants évangéliques) ont une coloration à la fois funèbre et religieuse ; une commémoration à la fin de l'hiver (qui est l'option défendue par le VDK) marque le renouveau de la nature et métaphoriquement la

prochaine renaissance nationale ; le 28 juin est un jour de protestation contre le traité de Versailles ; le 3 août peut marquer la commémoration héroïque de la mobilisation (pour la droite nationale) ou le début de la boucherie (pour les pacifistes) ; le 9 novembre enfin commémore ouvertement le début de la révolution et non la fin de la guerre. Le débat est récurrent tout au long des années 1920 – l'État cédant le terrain aux initiatives décentralisées.

À la question du jour de commémoration se greffe celle du lieu. En France, les commémorations nationales se fixent rapidement à l'Arc de triomphe, sur la tombe du Soldat inconnu¹⁰. En Allemagne, le sujet donne lieu à des débats tout au long des années 1920 et voit s'affronter de nombreux projets. La concurrence est géographique (entre Berlin, les abords du Rhin, la Prusse orientale, la Thuringe, ou d'autres lieux encore), elle est formelle (faut-il construire un nouveau monument, réutiliser un bâtiment existant, aménager un monument de nature qui pourrait être une forêt ou une île du souvenir ?) et elle est idéologique (faut-il y glorifier l'âme allemande, y prévoir des cérémonies étatiques, en faire un simple lieu de recueillement ?).

La droite nationaliste initie et investit le monument de Tannenberg en Prusse orientale. Celui-ci célèbre la bataille qui a mis un coup d'arrêt à l'avancée des troupes russes en 1914, ainsi que son vainqueur le maréchal Hindenburg. Il souligne en outre l'appartenance légitime des provinces de Prusse orientale au Reich¹¹. Mais sa position décentrée et l'idéologie revendiquée par ses instigateurs ne peuvent en faire un projet consensuel. Du côté de la République, le bâtiment néoclassique de la Nouvelle Garde (qui hébergeait la Garde de l'empereur jusqu'à la révolution), près du château impérial à Berlin, est transformé en 1931 en lieu dédié aux morts de la guerre. Mais ce lieu est prussien plus qu'allemand et son aménagement est trop tardif pour que la commémoration s'organise d'emblée autour de lui¹². En outre, sa symbolique assez faible tient aussi, en comparaison avec la France, à l'absence de Soldat inconnu.

En Allemagne, l'idée du Soldat inconnu n'a pas abouti : la défaite a conduit le vaincu à ne pas imiter le geste des vainqueurs, sans compter qu'il n'y avait pas de lieu incontesté qui puisse fixer un tel hommage. Et si le Soldat inconnu doit fournir une tombe de

¹⁰ Le soldat inconnu a été transféré sur place le 11 novembre 1920. Il a été définitivement inhumé le 28 janvier 1921. Le 11 novembre 1923 a été ajoutée une flamme du souvenir, qui est depuis ravivée tous les soirs.

¹¹ Le monument est inauguré le 18 septembre 1927, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du feld-maréchal Hindenburg, devenu entre-temps président de la République. 70 000 personnes y prennent part, et toutes les associations présentes sont marquées à droite.

¹² L'initiative est prise en 1929 par le gouvernement prussien et la réalisation est finalement commune avec le ministère de la Défense du Reich. Le 2 juin 1931 est inauguré dans ce bâtiment un « Lieu de mémoire aux morts de la Guerre mondiale » (*Gedächtnisstätte für die Gefallenen des Weltkrieges*).

substitution, il est aussi un symbole fondamentalement démocratique : un inconnu peut être n'importe lequel des combattants, de toute orientation politique, de toute religion. Pour la droite nationaliste, il n'est pas envisageable de rendre ainsi possiblement hommage à un communiste ou à un juif. Ce symbole serait non-allemand (*undeutsch*) et résulterait d'une mise en scène artificielle, alors que les morts allemands continueraient à vivre, à travers les vivants, dans le cœur de leurs proches.

On peut noter que le symbole est néanmoins repris et transformé : le Soldat inconnu (*der unbekannte Soldat*) devient le Soldat anonyme (*der namenlose Soldat*), celui qui estime qu'il a été trop peu honoré à son retour du front. Il se pose en instance morale face à la République décadente et corrompue. Hitler est l'archétype de ce soldat. Finalement, le Soldat inconnu allemand n'est pas mort, il est vivant, il doit accéder à la chancellerie pour sauver le pays.

Enfin, le gouvernement allemand décide le 27 mars 1931 la réalisation d'un monument national (*Reichsehrenmal*) sous la forme d'un bois sacré (*Heiliges Hain*) dans la forêt de Bad Berka, en Thuringe. Le projet retenu en janvier 1933 prévoit d'ériger un véritable complexe au cœur de la forêt, qui serait constitué d'un monument, d'une tour, d'une salle de recueillement et d'un bâtiment d'habitation. Ce projet pourtant ne voit pas le jour. Hitler quand il accède au pouvoir a d'autres plans. Il supprime toutes les associations de vétérans existantes pour les fusionner en une seule affiliée au parti nazi, le Nationalsozialistische Kriegsoferversorgung (NSKOV), afin de mieux mobiliser la mémoire combattante au service du régime. En 1934, il fixe un jour en souvenir des héros (le *Heldengedenktag*) à la fin de l'hiver. À la mort d'Hindenburg en août 1934, il fait inhumer sa dépouille à Tannenberg en compagnie d'une « garde » de 20 soldats inconnus ; le monument prend alors le statut officiel de *Reichsehrenmal*. Hitler réaménage aussi la Nouvelle Garde dans un sens plus héroïque, afin de disposer d'un lieu adéquat pour les cérémonies organisées à Berlin.

Après que la République de Weimar a échoué à forger de la guerre une représentation consensuelle, le Troisième Reich impose une vision unique de la guerre en reprenant à son compte et en radicalisant les thèses de la droite nationaliste. Cette guerre est d'autant plus présente dans l'espace public qu'Hitler en fait le moment fondateur de sa doctrine et du mouvement nazi, et qu'il prétend poursuivre le combat, en vue cette fois d'une issue plus favorable. Dès lors, la chute du nazisme à la fin de la Seconde Guerre mondiale ne peut qu'entraîner une profonde remise en question de la manière de considérer ce passé.

Les luttes mémorielles après la Seconde Guerre mondiale

Après 1945, la Première Guerre mondiale est largement occultée en Allemagne par ce qui concentre désormais l'attention : les douze années de nazisme et de la Seconde Guerre mondiale. Par contraste, le premier conflit mondial est un sujet devenu moins sensible. En RDA, les historiens se penchent sur les liens entre guerre et impérialisme, ainsi que sur le mouvement ouvrier, dans ses aspects politiques et dans une moindre mesure économiques. En RFA, l'histoire de cette guerre continue d'être surtout diplomatique. La production historique sur le sujet y est cependant bien plus limitée que dans les autres pays occidentaux, jusqu'à ce qu'éclate la controverse Fischer.

En 1961, Fritz Fischer publie son ouvrage *Griff nach der Weltmacht* (en français : *Les Buts de guerre de l'Allemagne impériale*) : il s'attache à montrer la responsabilité de l'Empire allemand dans le déclenchement de la guerre, contre l'idée qui prévalait en Allemagne depuis 1914. En outre, Fischer émet l'hypothèse d'une continuité politique entre l'impérialisme du II^e Reich et celui du III^e Reich, entre l'impérialisme de Guillaume II et celui d'Hitler. Cette publication intervient qui plus est dans le contexte de la Guerre froide et des grands procès de dirigeants nazis ; le débat d'historiens tourne alors au débat de société. Dès lors, la Première Guerre mondiale est en Allemagne un sujet qui vaut moins pour lui-même que dans son lien avec le nazisme. Il s'agit de traiter de la question du *Sonderweg*, cette « voie particulière » qui aurait mené l'Allemagne à Hitler : la Première Guerre mondiale est-elle une étape du *Sonderweg* ? La réponse est disputée, mais les éléments de continuité sont de plus en plus admis.

Du côté des commémorations publiques, il est révélateur que la Première Guerre mondiale ne concentre plus l'attention. La RDA instaure, le deuxième dimanche de septembre, un jour international en souvenir des victimes de la terreur fasciste et de lutte contre le fascisme et la guerre impérialiste. De son côté, la RFA instaure un jour de deuil national (*Volkstrauertag*) en mémoire des victimes des guerres mondiales et des dictatures, fixé à partir de 1952 un dimanche de la mi-novembre, entre la Toussaint et le dimanche des Morts. Mais rien dans les deux cas ne rappelle spécifiquement la Première Guerre mondiale.

On retrouve le même phénomène à propos de la recherche d'un lieu de mémoire national. Le *Reichsehrenmal* prévu en 1931 pour les morts de la Première Guerre mondiale n'a pas vu le jour ; le monument de Tannenberg a été détruit en 1945 par la Wehrmacht au moment de la retraite, sur un emplacement qui se trouve dorénavant en territoire polonais. Il reste à Berlin(-Est) le bâtiment de la Nouvelle Garde. Le gouvernement de RDA le transforme dans les années 1960 en un lieu de mémoire « aux victimes du fascisme et du militarisme » ; il y fait déposer en 1969 les cendres d'un soldat inconnu (de la Seconde Guerre mondiale) et d'une victime inconnue de camps de concentration, flanqués d'une flamme. La Première Guerre mondiale a été évacuée. En 1993, sous l'égide d'Helmut Kohl, la Nouvelle Garde est transformée en un lieu de mémoire dédié « aux victimes de la guerre et de la dictature ». L'intérieur est une reconstitution de l'aménagement de 1931, mais cette fois autour de la reproduction – très agrandie pour l'occasion – d'une statue de Käthe Kollwitz réalisée dans les années 1930 en hommage à son fils mort en 1914 : une Pietà tenant son fils mort entre ses genoux. Cette réalisation reste aujourd'hui controversée. La dédicace « aux victimes de la guerre et de la dictature » réunit les deux conflits mondiaux en même temps qu'elle englobe deux dictatures bien différentes ; en outre, elle n'établit pas de distinction claire entre ceux qui dans la guerre furent effectivement des victimes et ceux qui furent des bourreaux. Le choix d'une Pietà renvoie à un schéma où, comme lors de la Première Guerre mondiale, ce sont de jeunes hommes qui meurent, alors que bien d'autres civils sont morts dans la Seconde Guerre mondiale ; il réactive un symbole chrétien, alors qu'il s'agit notamment de commémorer le génocide des juifs ; enfin, l'émotion suscitée par le caractère intime de la statue a pu être perdue avec son agrandissement. De manière symptomatique, l'Allemagne reste sans date et sans lieu de commémoration spécifique de la Première Guerre mondiale.

En France aussi, celle qui n'est plus que la « Première » Guerre mondiale est mise de côté par la Seconde. Les commémorations se poursuivent le 11 novembre, mais elles sont surtout marquées pour les anniversaires décennaux – ceux de la fin de la guerre lors des années en 8 ou ceux de batailles particulières comme Verdun. Dans ces commémorations, la tombe du Soldat inconnu à l'Arc de triomphe reste un lieu central, mais la flamme est désormais rallumée chaque soir par des associations qui rassemblent aussi des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale puis des conflits coloniaux. Ces commémorations rassemblent de moins en moins d'acteurs et de témoins de 1914-1918. Qui plus est, Soldat inconnu, monuments aux morts, commémorations, anciens combattants incarnent à des degrés divers un passé patriotique avec lequel les luttes politiques des années 1960 et 1970 veulent rompre et qui peut en faire des cibles de contestation. Dans l'espace public, la Première Guerre mondiale connaît pendant quelques décennies un reflux.

Or depuis la fin des années 1980 et contrairement à toute attente, la Première Guerre mondiale suscite en France un fort regain d'intérêt. Les débats sur la Seconde Guerre mondiale ont beau être vifs, ils n'empêchent pas une attention renouvelée pour la Première. Cet intérêt porte désormais sur la vie des combattants et des populations civiles, il se concentre sur les individus et leur vécu de la guerre.

La guerre dans les espaces publics français et allemand aujourd'hui

En France, une mémoire collective entretenue

Aujourd'hui, la Première Guerre mondiale est en France bien plus qu'un sujet savant réservé aux historiens. Nicolas Offenstadt a souligné combien elle devient même une pratique sociale et culturelle¹³. Il suffit pour s'en convaincre de considérer l'activisme des associations locales de préservation du patrimoine, sur l'ancienne ligne du front ou plus loin, le nombre de projets pédagogiques consacrés à cette période historique, la fréquentation des musées consacrés à la guerre (depuis l'Historial de la Grande Guerre ouvert en 1992 jusqu'au Musée de la Grande Guerre de Meaux ouvert en 2011 pour les principaux), l'essor des recherches généalogiques pour retrouver le parcours d'ancêtres ayant pris part à la guerre, mais aussi le succès de la guerre en librairie, autant du côté des livres d'histoire que des romans (l'attribution du prix Goncourt 2013 au roman de Pierre Lemaître *Au revoir là-haut* n'en est qu'un des derniers avatars), et plus largement la production culturelle sur le sujet (arts plastiques, spectacles, documentaires, films...). Si ces phénomènes sont facilement repérables depuis les années 1990, ils s'accroissent encore depuis les années 2000.

On peut trouver plusieurs causes convergentes pour expliquer cette présence dans l'espace public. De manière générale, alors que les grands récits collectifs déclinent ou disparaissent, notamment depuis la chute du mur de Berlin, les regards sont davantage tournés vers le passé que vers l'avenir. Cette tendance est perceptible à travers les discours sur le devoir de mémoire, l'intérêt porté au patrimoine ou le succès des émissions et des publications sur l'histoire. Plus spécifiquement, la Première Guerre mondiale – en mobilisant plus de 8 millions de combattants français – présente la particularité de pouvoir toucher tout le monde. Récits généalogiques et familiaux, récits locaux ou récits militants (en particulier autour des mutins, des monuments pacifistes ou des soldats coloniaux) sont

¹³ N. Offenstadt, *14-18 aujourd'hui : la grande guerre dans la France contemporaine*, Paris, Odile Jacob, 2010.

autant de moyens d'appropriation de cette histoire. Enfin, la Première Guerre mondiale constitue une ressource efficace pour le présent. Alors que la Seconde Guerre mondiale a profondément clivé la société française, celle qui demeure la « Grande Guerre » s'avère une référence mieux à même de fonder du consensus. Dans son discours de lancement du Centenaire le 7 novembre 2013 et dans la continuité de ses prédécesseurs, François Hollande a puisé dans l'histoire de la guerre pour appeler au rassemblement national et à la mobilisation afin d'affronter les défis du présent et de l'avenir. Dans ce contexte, le poilu s'affirme comme une icône non dénuée de plasticité et – peut-être pour cette raison – particulièrement positive : il peut à la fois être le héros courageux, la victime de chefs incompetents ou cyniques, celle des horreurs intrinsèques à la guerre, le révolté qui refuse de monter à l'assaut ou encore le militant pacifiste de l'après-guerre, précurseur de la réconciliation entre les peuples et *in fine* de la construction européenne.

En France, la disparition des derniers poilus a été vécue et rapportée comme la disparition d'une mémoire fondamentale de la Première Guerre mondiale. Quand le dernier d'entre eux, Lazare Ponticelli, meurt le 12 mars 2008, il reçoit un hommage national lors d'une cérémonie à l'Hôtel des Invalides retransmise en direct à la télévision, tandis que les drapeaux sont mis en berne et qu'une minute de silence est observée dans les administrations et les écoles. Quelques semaines plus tôt, le dernier combattant allemand, Erich Kästner, est décédé dans l'indifférence générale et sans susciter aucune réaction officielle.

En Allemagne, un intérêt moindre mais croissant

Il serait pourtant inexact d'affirmer que la guerre n'intéresse personne en Allemagne : l'historiographie de la Première Guerre mondiale est féconde, avec des publications et des projets remarquables – mais ils relèvent principalement du monde de la recherche. En revanche, on ne dénote pas d'intérêt massif ou de vague de productions culturelles d'ampleur, comparables à ce qui s'est produit en France. Sur le plan patrimonial, le territoire allemand actuel ne comporte pas d'ancienne zone de front, qui serait propice à l'ancrage d'associations locales en lien avec les champs de bataille. Quant aux monuments aux morts, ils n'ont pas toujours résisté à l'histoire tumultueuse du *xx^e* siècle : fondus par les nazis, détruits pendant la Seconde Guerre mondiale, abandonnés ou détournés par la suite... Ce patrimoine est aujourd'hui moins riche qu'en France, en plus d'être moins connu. Plus fondamentalement, il faut souligner combien le rapport au passé national reste en Allemagne focalisé sur la période du nazisme – et de ce point de vue, l'unification de 1989 n'a fait que redonner de l'actualité à la réflexion sur la gestion d'un passé problématique. Dès

lors, la Seconde Guerre mondiale continue d'occulter la première dans la mémoire des Allemands.

En y regardant bien, on peut pourtant repérer depuis peu quelques signaux d'une demande croissante sur l'événement, ses causes, son déroulement, ses conséquences. En 2004 s'est tenue une grande exposition sur la guerre au Musée historique allemand – en 2004 et non en 2008 : contrairement à ce qui se passe en France, on se réfère au début de la guerre et non à sa fin, tant la défaite reste difficilement commémorable. Depuis quelques mois, le succès d'un ouvrage comme celui de l'Australien Christopher Clark, qui s'attache à redessiner les causes de la guerre, montre à la fois que ce conflit peut intéresser les Allemands et que cet intérêt reste lié à l'interprétation de la suite du siècle, par la question de la responsabilité de l'Allemagne et la référence au *Sonderweg* – alors que le même livre a trouvé en France un écho moindre. À l'approche du Centenaire et à défaut de musées dédiés, des expositions sont prévues dans divers musées, tandis que dans les Länder, les projets scientifiques, pédagogiques et culturels se multiplient.

On reste cependant loin des 1 000 projets, venus de toute la France, qui ont été labellisés par la Mission du Centenaire pour sa première vague d'évaluations. C'est que le gouvernement français a mis en place dès début 2012 une mission interministérielle pour préparer et mettre en œuvre le programme commémoratif officiel du Centenaire de la Première Guerre mondiale, coordonner les initiatives et informer le public¹⁴. En Allemagne, où les Länder disposent d'une très grande autonomie, la chancellerie n'a pas jugé pertinent de créer une telle cellule. C'est finalement pour répondre aux sollicitations des pays étrangers, plus que pour impulser un programme officiel d'actions, que le ministère des Affaires étrangères a désigné début 2013 un diplomate comme interlocuteur, Andreas Meitzner, directeur adjoint du département Culture et communication.

¹⁴ Ce programme ambitieux doit se dérouler sur plus de quatre ans. Voir sur : <www.centenaire.org>. La Mission du Centenaire est calquée sur celle qui avait été mise en place pour le Bicentenaire de la Révolution française en 1989. Elle est présidée par le général Elrick Irastorza et dirigée par Joseph Zimet. Elle comprend une quinzaine de permanents et elle est notamment dotée d'un conseil d'administration, d'un comité de mécènes et d'un conseil scientifique.

Quelles perspectives à l'heure du Centenaire ?

Ainsi, la mémoire de la Première Guerre mondiale connaît une conjoncture profondément différente en France et en Allemagne. Cette situation a en réalité des racines anciennes. Dans l'entre-deux-guerres déjà, les Allemands parlaient de « Guerre mondiale » pour désigner le conflit, non de « Grande Guerre » et encore moins de « der des ders ». En France, on continue de qualifier cette guerre de « grande ». Elle est même devenue un mythe fondateur de la France contemporaine, dont on commémore le Centenaire sur le modèle du Bicentenaire de la Révolution de 1789. En Allemagne, cette guerre demeure exclusivement la « Première » Guerre mondiale. On ne saurait mieux souligner qu'il y en a eu une Seconde. Or en l'occurrence, le fait qu'il y ait une Première et une Seconde Guerre mondiale sert moins à les distinguer qu'à souligner qu'elles sont deux avatars d'un même phénomène propre au xx^e siècle. La Première Guerre mondiale est généralement considérée comme la « catastrophe originelle du xx^e siècle »¹⁵. En ce sens, si 14-18 retient aujourd'hui l'attention, c'est parce qu'on y cherche plus que jamais une clé pour comprendre l'ensemble du siècle et en premier lieu la période du nazisme.

Vers une internationalisation des commémorations

Quels que soient l'enracinement local et la signification nationale de la guerre qui prévalent en France, il n'est pourtant plus possible au début du XXI^e siècle d'envisager la commémoration d'une guerre mondiale d'une manière seulement nationale. C'est du reste pour cela que le programme français prévoit une internationalisation systématique des commémorations, en s'ouvrant aussi bien aux alliés qu'aux ennemis d'hier, en englobant aussi bien les belligérants lointains que les anciennes colonies. La réalité géographique de la France s'y prête : le pays a accueilli sur son territoire une multitude de nationalités au cours du conflit.

¹⁵ G. Kennan, *The Decline of Bismarck's European Order. Franco-Russian Relations, 1875-1890*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1979.

Dans cette ouverture, une place particulière est faite à l'Allemagne. En effet, l'inimitié passée entre les deux pays doit permettre de souligner la qualité de leur rapprochement et, partant, les héritages à long terme positifs du conflit. Cette idée n'est pas nouvelle : la halte de Charles de Gaulle et Konrad Adenauer le 8 juillet 1962 à la cathédrale de Reims, et plus encore la poignée de main entre François Mitterrand et Helmut Kohl, le 22 septembre 1984 devant l'ossuaire de Douaumont près de Verdun, sont restés des symboles forts de réconciliation et d'amitié. Ces gestes ont été prolongés le 11 novembre 2009, lorsqu'à l'invitation de Nicolas Sarkozy, Angela Merkel est venue participer à la cérémonie à l'Arc de Triomphe. C'était la première fois qu'un chef de gouvernement allemand acceptait une telle invitation¹⁶.

De ces initiatives françaises, la symbolique reste éminemment française. Helmut Kohl avait répondu favorablement à l'invitation de François Mitterrand, alors même que Verdun n'a pas une signification équivalente dans les deux pays : bataille défensive pour les soldats français, à laquelle, du fait du système de rotation organisé par Pétain, ils ont participé dans leur immense majorité, elle constitue un véritable symbole de la défense nationale et elle relègue les Allemands dans un rôle d'agresseurs. Quant au 11 novembre, il reste en France un moment fort, qui vient commémorer la fin victorieuse de la guerre et qui depuis sa création complète la fête nationale du 14 juillet¹⁷. En Allemagne, cette date marque surtout, à 11h11, le début du carnaval¹⁸. Pour l'organisation des commémorations à venir, la question des lieux et des dates n'est sans doute pas la moindre des difficultés. Pour les célébrations de 2014, François Hollande a d'ores et déjà invité Joachim Gauck le 3 août pour commémorer l'entrée en guerre – fondant sa proposition sur le fait que c'est l'Allemagne qui, un siècle plus tôt, a déclaré la guerre à la France¹⁹. Cette commémoration est prévue au Hartmannswillerkopf en Alsace reconquise – choix justifié par le projet d'Historial franco-allemand de la Grande Guerre qui doit être réalisé sur place. On peut concevoir cependant que les deux dirigeants n'aient pas exactement la même appréciation de cette commémoration.

¹⁶ Gerhard Schröder avait décliné l'invitation de Jacques Chirac le 11 novembre 1998, Angela Merkel elle-même avait décliné l'invitation de Nicolas Sarkozy à la commémoration qui avait eu lieu à Verdun le 11 novembre 2008, en présence d'autres personnalités politiques européennes.

¹⁷ Même si à l'heure où les derniers survivants de la période dont décédés, Nicolas Sarkozy a pris l'initiative de faire du 11 novembre une journée « en hommage à tous les morts pour la France » (loi du 28 février 2012).

¹⁸ En outre, la République fédérale n'a pas de date à proposer. La seule fête nationale existante est celle de l'unité allemande le 3 octobre : elle est récente, décentralisée et peu solennelle. Le *Volkstrauertag* n'a pas du tout le même statut.

¹⁹ Discours de François Hollande le 7 novembre 2013, disponible sur : <<http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-pour-le-lancement-des-commemorations-du-centenaire-de-la-premiere-guerre-mondiale-4/>>.

En l'absence de mémoire collective franco-allemande

Dans le cadre du Centenaire, les dirigeants français comptent sur un engagement ferme de leurs homologues allemands à leurs côtés. Or sans véritable conscience de l'asymétrie entre les deux pays dans leur rapport à la guerre et indépendamment de toute mauvaise volonté, de telles attentes risquent d'être déçues en France, voire de rester incomprises en Allemagne. On a déjà pu mesurer le décalage des perceptions le 11 novembre 2009. Le discours de Nicolas Sarkozy évoquait longuement la Première Guerre mondiale à travers les combattants et la difficulté à construire la paix ; celui de Angela Merkel reliait directement la Première Guerre mondiale à la chute du mur de Berlin pour évoquer globalement l'histoire douloureuse de la première moitié du ^{xx}^e siècle, avant de passer à la réconciliation franco-allemande et à sa finalité européenne. Ce décalage qui perdure souligne combien les horreurs du Troisième Reich, mythes fondateurs en négatif de la République fédérale, ont largement remis la Première Guerre mondiale au second plan dans la conscience collective allemande.

On est finalement loin de pouvoir parler d'une véritable mémoire collective franco-allemande (et *a fortiori* européenne) de la guerre. À défaut, on peut du moins espérer quelques efforts en vue d'une meilleure compréhension des préoccupations et des approches réciproques, qui permettrait à chacun d'adopter un regard plus autocritique. Les Français pourraient alors analyser leur passé avec moins de certitudes, tandis que les échanges avec leurs partenaires continentaux pourraient les inciter à élargir leur regard, au-delà du seul front ouest et au-delà des seules années 1914-1918. Les Allemands pourraient mieux prendre la mesure des attentes de leurs voisins à leur égard et s'y montrer plus sensibles, dans un contexte où les sujets de frictions ne manquent pas entre partenaires européens.

En se gardant de tout contresens sur une guerre qui fut éminemment un conflit entre nations, et en se gardant de tout anachronisme sur une construction européenne qui ne prit son essor que bien plus tard, le Centenaire pourrait au moins servir à prendre conscience de la pacification du continent et à renouveler les occasions de célébrer la réconciliation franco-allemande.

Visions franco-allemandes

Publiée depuis 2004, cette collection est consacrée à une analyse croisée de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne et de la France contemporaines : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Visions franco-allemandes » sont des textes à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des « Notes du Cerfa », les « Visions franco-allemandes » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Claudia Major et Christian Mölling, *La politique de défense allemande en 2014 et au-delà : un changement est-il possible ?*, « Note du Cerfa », n° 113, juin 2014.

René Lasserre, *La formation professionnelle en Allemagne. Dynamiques socio-économiques et capacités d'adaptation d'un système*, « Note du Cerfa », n° 112, mai 2014.

Christoph Partsch, *Les relations germano-algériennes. Une relance par la coopération énergétique ?*, « Note du Cerfa », n° 111, avril 2014.

Marwan Abou-Taam, *Le salafisme en Allemagne : Un défi pour la démocratie*, « Note du Cerfa », n° 110, mars 2014.

Dominik Tolksdorf, *UE, Russie et Partenariat oriental : quelles dynamiques sous le nouveau gouvernement allemand ?*, « Note du Cerfa », n° 109, février 2014.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991. Yann-Sven Rittelmeyer est chercheur au Cerfa et responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Nele Wissmann est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ». Lea Metke est coordinatrice de projets au sein du Cerfa.